



ÉCONOMIE

Le train de vie de nos communes passé au crible

EXCLUSIF L'association Contribuables Associés dresse le bilan 2020 des dépenses de fonctionnement des près de 36 000 villages et villes de France.

PAR AURÉLIE LABELLE
ET MATTHIEU PELLOLI

[@AurelieLebelle](https://twitter.com/AurelieLebelle)
[@MatthieuPelloli](https://twitter.com/MatthieuPelloli)

LES ÉLUS de vos communes gèrent-ils les deniers publics en « bon maire de famille » ? C'est ce que vérifie chaque année l'association Contribuables Associés, qui milite pour la réduction des dépenses publiques et lutte contre le gaspillage des impôts. L'édition 2020 – établie sur les chiffres de 2019 – que nous dévoilons en exclusivité, passe au crible le train de vie de nos près de 36 000 villes et villages de France. La cible : les dépenses courantes d'une commune comme les agents municipaux, les subventions aux associations, l'eau et l'électricité, les aménagements paysagers ou encore l'aide sociale, les crèches et l'accompagnement des personnes âgées. Et l'on peut ajouter les dépenses de communication et de publicité, les indemnités des élus, le feu d'artifice du 14 Juillet, les

décorations de Noël et les vœux de fin d'année. Attention, les dépenses d'investissement (pour construire une école, une médiathèque...) ne sont pas prises en compte.

Comment se situe votre commune par rapport aux agglomérations de même taille ? Notre simulateur, en ligne sur Leparisien.fr, vous propose de le découvrir. Mais déjà, les villes de région parisienne semblent mauvaises élèves si l'on scrute le top 20 des villes de plus de 50 000 habitants les plus dépensières, où elles trustent... 17 places ! Nanterre, Levallois-Perret et Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) mais aussi Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) se partagent, comme l'an dernier, les premières places, alors que Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) a fait son entrée dans ce hit-parade. Et le budget de fonctionnement par habitant de Paris a explosé, passant de 2 074 € en 2018 à 2 706 € en 2019.

« Beaucoup de dépenses mais beaucoup de recettes »

« La culture politique d'intervention en matière de services publics est plus forte en Ile-de-France, explique Philippe Laurent, le maire de Sceaux (Hauts-de-Seine) et secrétaire général de l'Association des maires de France (AMF). Il s'agit d'un héritage de ce qu'on a appelé le socialisme municipal dans l'entre-deux-guerres. Par la suite, lorsque des majorités de droite ont succédé aux exécutifs locaux, elles ont conservé cette culture d'interventionnisme. Mais attention : ce n'est pas parce qu'une ville affiche un gros budget qu'il est synonyme de mauvaise gestion. Par ailleurs, si les villes d'Ile-de-France – et celles des Hauts-de-Seine en particulier – ont beaucoup de dépenses, elles ont aussi beaucoup de recettes. »

C'est vrai, un « gros budget » entraîne mécaniquement une mauvaise note, mais sans rien dire de la qualité de

la gestion municipale. Dans telle ville, il peut être synonyme d'une véritable offre de services aux habitants ; dans telle autre, il peut témoigner d'une mauvaise utilisation des deniers publics. En revanche, on peut noter la profonde disparité de richesse entre l'agglomération parisienne au sens large et le reste du territoire. En région, dès lors qu'on s'éloigne d'un certain nombre



de grands pôles économiques (Lille, Nantes, Lyon, Bordeaux, etc.), les budgets des communes fondent. Tant et si bien que les villes bonnes élèves de la France périphérique sont aussi largement celles... de la France des Gilets jaunes, dont les difficultés d'accès aux services publics figuraient parmi les griefs.

De fait, loin de l'Île-de-France, la gestion des deniers publics semble plus parcimonieuse. Mamoudzou, la plus grande ville de Mayotte, caracole en tête des meilleurs élèves, comme l'an passé. Idem pour Brest et Quimper (Finistère), Pessac (Gironde) ou Villeurbanne (Rhône). Nouvelle venue ? Cholet (Maine-et-Loire), médaillé d'argent, et qui était pourtant bien loin l'année précédente (*lire page suivante*).

La crise sanitaire devrait faire grimper la fracture

L'an prochain, la facture devrait augmenter partout en France. Car les élus ont dû dépenser en urgence – souvent sans compter – pour acheter des masques aux habitants et aux agents, installer des panneaux en Plexiglas ou fournir du gel hydroalcoolique. Sans parler des communes dont le budget a été mis dans le rouge par les conséquences de la pandémie, comme les stations de montagne.

Mais ce n'est pas la seule ligne budgétaire à scruter pour se faire une idée de l'état de santé financière de votre vil-

le. Contribuables Associés dissèque aussi chaque année les niveaux d'endettement et d'imposition des communes. La fourchette du coût des impôts locaux par habitant peut ainsi donner le vertige : 51 € à Mamoudzou et 1 231 € à Levallois-Perret.

Montant des impôts locaux*

(villes de plus de 50 000 hab.)

LES VILLES AYANT LA FISCALITÉ LA PLUS FAIBLE

	Montant par hab.
1 Mamoudzou (Mayotte)	51 €
2 Saint-André (la Réunion)	341 €
3 Cayenne (Guyane)	348 €
4 Roubaix	355 €
5 Le Tampon (la Réunion)	365 €
6 Sarcelles	403 €
7 Le Mans	411 €
8 Tourcoing	412 €
- Nancy	412 €
10 Meaux	413 €
11 Calais	421 €
12 Sartrouville	433 €
13 Colmar	438 €
- Martigues	438 €
15 Belfort	458 €
16 Saint-Paul (la Réunion)	463 €
17 Annecy	466 €
18 Ajaccio	475 €
19 Troyes	479 €
20 Cherbourg-en-Cotentin	483 €

LES VILLES AYANT LA FISCALITÉ LA PLUS ÉLEVÉE

	Montant par hab.
1 Levallois-Perret	1 231 €
2 Saint-Maur-des-Fossés	1 078 €
3 Cannes	1 058 €
4 Ivry-sur-Seine	1 033 €
5 Sète	990 €
6 Neuilly-sur-Seine	947 €
7 Créteil	906 €
8 Bordeaux	899 €
9 Pantin	895 €
10 Rueil-Malmaison	889 €
11 Vincennes	882 €
12 Grenoble	869 €
13 Clichy	867 €
14 Antony	849 €
15 Mérignac	846 €
16 Saint-Ouen	836 €
17 Montreuil	823 €
18 Fontenay-sous-Bois	819 €
19 Villejuif	816 €
20 Issy-les-Moulineaux	812 €

* SONT PRIS EN COMPTE : TAXE D'HABITATION / TAXE FONCIÈRE SUR LE BÂTI + TAXE FONCIÈRE SUR LE NON BÂTI + TAXE FONCIÈRE ADDITIONNELLE SUR LE NON BÂTI
SOURCE : CONTRIBUTABLES ASSOCIÉS (CHIFFRES 2019)



Nanterre (Hauts-de-Seine), hier. Jacqueline, 76 ans, profite de cours de gym et de la piscine municipale grâce à des tarifs privilégiés proposés par la ville.